

Bourse Uemoa

UEMOA

• (Page 03)

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Hydrogène bas carbone

EDF cède sa filiale Hynamics au fonds français HY24

EDF a signé un accord avec le fonds d'investissement français HY24 en vue de la cession au premier semestre 2027 de sa filiale ... • (Page 08)

Alcool

L'OMS mise sur l'IA pour briser les tabous dans les cabinets médicaux

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé mercredi une nouvelle plateforme dotée d'un assistant ... • (Page 09)

Le FMI salue la résilience économique de l'Union



Banques multilatérales de développement

Forte solidité financière malgré les incertitudes mondiales

En 2025, les banques multilatérales de développement (BMD) ont maintenu une situation financière et des liquidités ... • (Page 02)

Transport maritime

1 478 conteneurs perdus en mer en 2025, selon le World Shipping Council

Le transport maritime mondial a enregistré 1 478 pertes de conteneurs en mer en 2025, contre 576 en 2024, selon le rapport 2026 du ... • (Page 04)

Stimuler la productivité en Afrique

La BAD et le PNUD accélèrent l'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA »

L'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA » (« AI 10 Billion » en anglais) a reçu un nouvel élan lors de la visite d'une délégation du Programme des Nations unies pour ... • (Page 06)

Savanes

Bientôt la 1ère Foire agro-pastorale, artisanale et commerciale

Le Conseil régional des Savanes a lancé, le mercredi 14 octobre à Dapaong, la première édition de la Foire agro-pastorale, artisanale et commerciale ... • (Page 11)

Togo / Agriculture

• (Page 04)



Les filières ananas, mangue et soja renforcent leur structuration

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

INTERNET ILLIMITÉ + TV
TOUT EST LÀ
LA FIBRE CANALBOX | TOUT CANAL+ | NETFLIX

UN SEUL ABONNEMENT !

30 000 FCFA / MOIS

Banques multilatérales de développement

Forte solidité financière malgré les incertitudes mondiales

En 2025, les banques multilatérales de développement (BMD) ont maintenu une situation financière et des liquidités solides, confortant leur rôle de bailleurs de fonds essentiels, indique le Rapport comparatif sur les banques multilatérales de développement (BMD) 2026 soulignant les évolutions des méthodologies de notation de S&P Global, Moody's et Fitch Ratings renforçant l'attention portée à leur capacité de financement et à leur marge de manœuvre en capital.

• Wilson Lawson

Produit dans le cadre du Forum mondial sur les risques et les finances (Global Risk and Finance Forum, GRaFF), le rapport rassemble les données financières de quinze BMD participantes. Il est publié par la Banque asiatique de développement pour le compte du GRaFF et a été coordonné conjointement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il en découle que les banques multilatérales de développement (BMD) ont confirmé, en 2025, la robustesse de leur modèle économique dans un environnement international marqué par les incertitudes économiques et les tensions géopolitiques. En mobilisant les capitaux apportés par leurs actionnaires, elles ont continué de soutenir les objectifs de développement de leurs pays clients tout en préservant leur solidité financière. Leur situation financière et leurs niveaux de liquidité sont demeurés solides, leur permettant de conserver leur rôle de sources de financement stables, y compris dans les périodes de fortes turbulences. Cette résilience constitue un atout important pour les économies confrontées aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et à la hausse des prix de



l'énergie. Elle permet aux BMD d'intensifier leur soutien contracyclique, c'est-à-dire d'accroître leur appui lorsque les conditions économiques se détériorent et que les financements deviennent plus difficiles à mobiliser. Les données les plus récentes confirment ainsi la stabilité de leur modèle financier, caractérisé par des notations de crédit élevées et une capacité à maintenir leurs engagements dans un contexte mondial incertain.

Les méthodologies de notation évoluent et renforcent les capacités financières

L'évolution des critères d'évaluation des agences de notation constitue l'un des principaux faits marquants du secteur. En octobre 2025, S&P Global a publié une méthodologie révisée qui a renforcé l'évaluation de la solidité financière de la plupart des BMD. Cette évolution a contribué à améliorer de 15 % en moyenne,

à fin 2025, les ratios de fonds propres ajustés aux risques, ou RAC, des institutions multilatérales axées sur les marchés souverains. Cette amélioration repose notamment sur une révision du traitement des créanciers privilégiés, qui tient davantage compte des données empiriques relatives à la performance des prêts. Elle intègre également un ajustement des paramètres de concentration des expositions souveraines, afin de mieux refléter leur qualité de crédit. Moody's a également publié une méthodologie révisée en juin 2026. Celle-ci actualise le traitement des créanciers privilégiés, intègre certains accords de capital conditionnel, affine l'évaluation du soutien des actionnaires et renforce les mesures d'adéquation des fonds propres ajustés aux risques. De son côté, Fitch Ratings a publié, le 1er septembre 2026, un exposé-sondage présentant des modifications proposées à ses critères de notation des institutions supranationales.

Des marges de manœuvre en capital différentes selon les agences

Malgré le renforcement général des évaluations financières, les comparaisons entre les banques multilatérales de développement mettent en évidence des écarts significatifs dans l'appréciation de leurs marges de manœuvre en capital. Certaines institutions disposent ainsi d'une capacité d'absorption des risques sensiblement plus élevée selon le ratio RAC de S&P Global que selon le ratio de capital ajusté au risque utilisé par Fitch Ratings.

AUX DÉCIDEURS ...

Capital de confiance

La cloche a sonné, mais le message va bien au-delà du symbole. Le 8 octobre 2026, en participant à l'initiative internationale « Ring the Bell for Financial Literacy », la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a rappelé une vérité fondamentale : aucun marché financier ne peut durablement prospérer sans des investisseurs informés, conscients des risques et capables de prendre des décisions éclairées. Dans l'espace UEMOA, où l'élargissement de l'accès au financement constitue un enjeu majeur, l'éducation financière doit désormais être considérée comme une priorité stratégique.

La digitalisation transforme profondément les pratiques financières. L'accès aux informations, aux produits d'investissement et aux services financiers est devenu plus rapide et, dans certains cas, plus simple. Cette évolution ouvre des perspectives considérables pour la démocratisation de l'investissement.

La World Investor Week 2026, organisée du 5 au 11 octobre sous l'impulsion de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO), met précisément l'accent sur la résilience des investisseurs, les tromperies numériques et la vigilance face aux escroqueries. Ces préoccupations rappellent que la protection des investisseurs ne repose pas uniquement sur les mécanismes de contrôle et de réglementation. Elle commence aussi par la connaissance.

En réaffirmant son engagement en faveur de l'éducation financière, sous l'impulsion de son Directeur général, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, la BRVM reconnaît que la performance d'un marché ne se mesure pas seulement à l'évolution de ses indices ou au volume des transactions. Un marché financier se juge également à sa capacité à attirer de nouveaux investisseurs, à susciter la confiance des épargnants et à permettre aux populations de comprendre les mécanismes de financement de l'économie.

Sur ce terrain, la BRVM Academy constitue un instrument important. En proposant des contenus pédagogiques aux investisseurs, aux professionnels du marché et au grand public, cette initiative contribue à rendre l'univers boursier plus accessible.

Car la Bourse ne doit pas rester un espace réservé aux spécialistes, aux grandes entreprises ou aux investisseurs disposant déjà d'une solide culture financière. Elle doit pouvoir être comprise par les particuliers, les entrepreneurs et les acteurs économiques qui souhaitent diversifier leurs placements ou mobiliser des ressources pour développer leurs activités.

Toutefois, la sensibilisation ne saurait suffire. L'enjeu est de transformer progressivement la connaissance en capacité réelle d'agir : comprendre un prospectus, comparer des produits financiers, apprécier le rapport entre rendement et risque, identifier les intermédiaires autorisés et reconnaître les signaux d'alerte d'une fraude.

Pour que davantage de citoyens participent au financement de l'économie, ils doivent comprendre comment leur épargne peut être investie, quels risques ils encourent et quelles protections leur sont offertes. La transparence de l'information, la qualité de la régulation et l'efficacité des dispositifs de recours sont, à cet égard, aussi importantes que la formation des investisseurs.

À terme, l'objectif est double : protéger les épargnants et élargir la participation au financement des économies de l'UEMOA. Ces deux ambitions sont indissociables. Un marché qui inspire confiance attire davantage de capitaux ; un marché mieux compris permet aux investisseurs de participer avec davantage de discernement.

La cloche de la BRVM a donc une résonance particulière. Elle rappelle que le développement du marché financier régional ne dépend pas uniquement des capitaux disponibles, mais aussi de la qualité de l'information, de la solidité de la confiance et du niveau de connaissance des investisseurs.

Car la véritable démocratisation financière ne consiste pas simplement à donner à chacun accès à la Bourse. Elle consiste à donner à chacun les moyens de comprendre où il investit, pourquoi il investit et quels risques il prend. C'est à cette condition que l'éducation financière pourra devenir un levier durable de protection, d'inclusion et de développement économique en Afrique de l'Ouest.

M.T

Image du jour

OCTOBRE ROSE 2026
DREAMS PARIS & VITAL IMPACT SPORT lance
LES AMAZONES EN ROSE
Une initiative sportive, sociale et solidaire dédiée à la sensibilisation et à la prévention du cancer du sein.

POURQUOI ENGAGER VOTRE ENTREPRISE ?

- Transformez votre politique RSE en une action concrète en faveur de la santé des femmes.
- +228 70448634
- contact@dreams-paris.com

COMMENT PARTICIPER ?

- Devenir sponsor ou porteur du projet
- Mobiliser vos collaborateurs autour de l'initiative
- Soutenir les actions de sensibilisation et de prévention
- Apporter un appui financier, technique, logistique ou médiatique

Ensemble, faisons de la prévention une cause collective !

La CCI-Togo, au service des entreprises et du développement.

+228 22 20 88 47 | www.cci.tg

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

Source : tresor.economie.gouv.fr

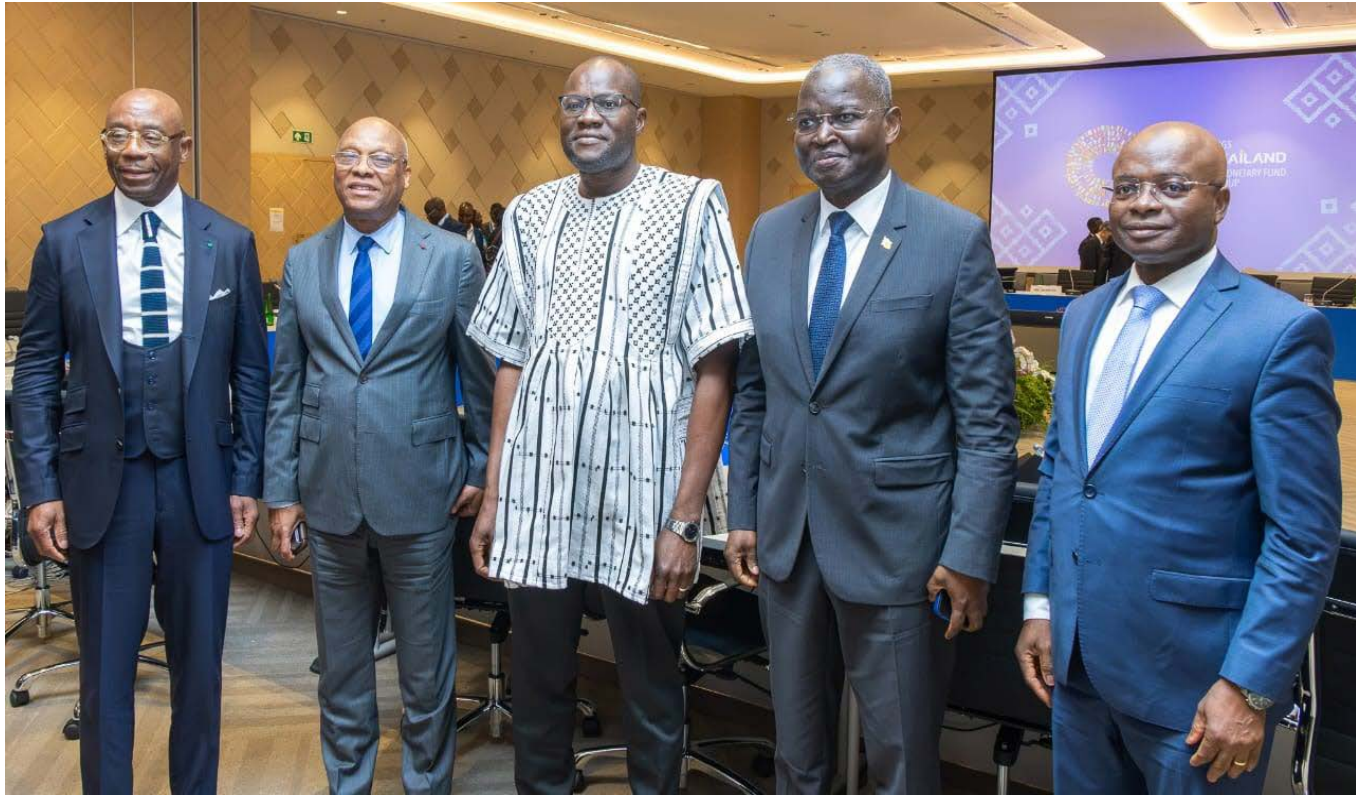
UEMOA

Le FMI salue la résilience économique de l'Union

Réunis le 15 octobre 2026 à Bangkok, les responsables de l'UEMOA et du FMI ont salué la résilience économique de l'Union, marquée par une croissance soutenue, une inflation contenue et un renforcement des réserves de change. Les échanges ont également mis l'accent sur la maîtrise de la dette, la discipline budgétaire et la prévention des risques extérieurs.

• Joël Yanclo

Une résilience économique saluée par le FMI. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) confirme sa capacité à résister aux turbulences de l'environnement international. C'est le principal constat dressé lors de la réunion de haut niveau entre les autorités nationales et régionales de l'Union et le Fonds monétaire international (FMI), tenue le 15 octobre 2026 au Queen Sirikit National Convention Center de Bangkok, en Thaïlande, en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Cette rencontre traditionnelle a été coprésidée par Aboubakar Nacanabo, président du Conseil des ministres statutaire de l'UEMOA, et Kenji Okamura, directeur général adjoint du FMI. Des membres du Conseil des ministres ainsi que les chefs des institutions communautaires ont également pris part aux échanges. Dans son allocution d'ouverture, Kenji Okamura a souligné l'importance de ce cadre de concertation pour examiner les priorités économiques de l'Union dans un contexte mondial incertain, marqué notamment par les conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Malgré ces turbulences, le responsable du FMI a salué les performances économiques de la région, estimant que « l'UEMOA a enregistré une croissance parmi les plus fortes au monde, une inflation contenue, des réserves confortables et une baisse de la dette publique ».



La dette et les chocs extérieurs au cœur des préoccupations

Au cours de la réunion, Zeine Zeidane, nouveau directeur du Département Afrique du FMI, et ses équipes ont présenté une analyse consacrée au maintien de la stabilité macroéconomique et à la préservation de la dynamique de croissance dans l'UEMOA. Le Fonds a notamment attiré l'attention sur les risques susceptibles de compromettre les performances de l'Union. Les tensions géopolitiques et leurs répercussions sur les marchés internationaux, en particulier les prix de l'énergie, constituent des facteurs d'incertitude pour les économies de la région. À ces risques s'ajoute un niveau d'endettement qui demeure élevé dans plusieurs pays et exerce des pressions

sur le marché financier régional. La maîtrise de ces vulnérabilités apparaît dès lors essentielle pour préserver les capacités de financement des États et soutenir les investissements nécessaires au développement. Le FMI préconise ainsi des mesures rapides pour contenir les risques financiers et renforcer la préparation aux crises. Il recommande également une réponse adaptée aux chocs extérieurs et le maintien de la discipline budgétaire.

L'UEMOA sollicite un accompagnement accru du FMI

Prenant la parole, Aboubakar Nacanabo a salué la qualité du partenariat entre l'UEMOA et le FMI, qu'il considère comme un cadre de concertation précieux face aux mutations de l'économie mondiale et aux défis propres aux

économies de la région. Le président du Conseil des ministres statutaire s'est également déclaré en phase avec l'analyse du Fonds, qui fait ressortir de bonnes performances de croissance dans l'ensemble des États membres en 2025 et 2026, malgré les chocs internes et internationaux. Il a toutefois insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'institution financière internationale et les pays de l'Union. À ce jour, cinq États membres de l'UEMOA disposent de programmes en cours avec le FMI. Pour les autres pays engagés dans des discussions avec le Fonds, Aboubakar Nacanabo a exprimé le souhait de voir les négociations aboutir à des cadres de coopération mutuellement bénéfiques, adaptés aux réalités nationales, aux orientations de politique économique et aux ambitions de dévelop-

pement de chaque État.

La Commission de l'UEMOA renforce le suivi budgétaire

Les chefs des institutions communautaires ont, pour leur part, présenté les initiatives engagées pour maintenir la stabilité macroéconomique et préserver la dynamique de croissance régionale. Le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop, a notamment mis en avant l'assistance apportée aux États membres dans leurs négociations avec les institutions de Bretton Woods, ainsi que le suivi des engagements pris dans le cadre des programmes soutenus par le FMI. Il a également souligné les efforts entrepris en matière de transparence et d'efficacité budgétaires, à travers l'évaluation des ajustements stock-flux

(ASF), qui permettent notamment d'analyser les écarts entre l'évolution de la dette publique et celle du déficit budgétaire.

Les réserves de change atteignent 8,1 mois d'importations

De son côté, le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean-Claude Kassi Brou, a présenté l'évolution de la politique monétaire, des conditions monétaires et financières ainsi que de la situation du secteur bancaire. Il a rappelé qu'en 2026, la Banque centrale a conduit sa politique monétaire dans un environnement marqué par de fortes incertitudes géopolitiques et économiques. Après une baisse de 25 points de base des taux directeurs en mars 2026, le Comité de politique monétaire a décidé de les maintenir inchangés lors de ses réunions de juin et de septembre. Cette orientation traduit la volonté de préserver la stabilité des prix tout en tenant compte des évolutions économiques et financières de la région. L'évolution de la position extérieure de l'Union constitue un autre indicateur favorable. Selon le gouverneur, les réserves de change sont passées de l'équivalent de 4,5 mois d'importations en 2024 à 8,1 mois à fin août 2026.



Togo / Agriculture

Les filières ananas, mangue et soja renforcent leur structuration

Au Togo, les filières ananas, mangue et soja franchissent une nouvelle étape dans leur organisation. Les acteurs des trois filières ont validé le mois dernier plusieurs outils destinés à améliorer la gouvernance des interprofessions, encadrer les relations commerciales et soutenir le développement des chaînes de valeur.

Concrètement, les outils validés portent sur la contractualisation entre les acteurs et le financement des actions communes. Six accords interprofessionnels, à raison de deux par filière, encadrent la contractualisation et la contribution volontaire obligatoire (mécanisme de financement collectif). Trois accords-cadres conclus entre l'État et les interprofessions définissent également les bases de leur collaboration. Les acteurs ont par ailleurs examiné les modèles économiques et leur articulation avec les plans de développement inclusifs. Pour la filière soja, les modèles économiques étudiés accordent une place importante à



la transformation semi-industrielle, à l'exportation de soja biologique certifié et à l'intégration des activités de production, de transformation et d'exportation. À l'horizon 2035, le plan de développement de cette filière prévoit une organisation plus compétitive, inclusive et durable, tournée vers la transformation locale et les marchés régionaux et internationaux. Les femmes et les jeunes devront représenter

au moins 40 % des bénéficiaires des actions de transformation et d'accompagnement prévues. Notons que la démarche s'inscrit dans le cadre du Programme de promotion de la compétitivité du secteur privé (Pro-Comp), qui accompagne les interprofessions dans l'amélioration de leur gouvernance et de leurs capacités organisationnelles.

(Togo Officiel)

Incendie du marché d'Anié

Le gouvernement déploie des mesures de soutien aux sinistrés

Le marché public d'Anié (Région des Plateaux) a enregistré le 28 septembre dernier un incendie. Le sinistre, dont l'origine n'est pas encore connue, a causé d'importants dégâts matériels.

Mobilisé dès les premières heures, le gouvernement a manifesté sa solidarité aux commerçants affectés et tenu des rencontres avec l'ensemble des partenaires concernés. Objectif : apporter une réponse diligente aux préoccupations des sinistrés et les accompagner dans la reprise de leurs activités. Mercredi 14 octobre, l'exécutif a ainsi annoncé une série de mesures exceptionnelles qui sont déployées à travers le Fonds national de la finance inclusive (FNFI).

Moratoire sur les remboursements, crédits relais, indemnisation

Concrètement, cinq mesures sont prévues pour relancer les activités : un moratoire d'un an sur le remboursement des crédits



en cours, à compter de la date du sinistre, un crédit relais à taux zéro pour aider les commerçants à reconstituer leur capital, une indemnisation totale, dans la limite des sinistres déclarés, pour les bénéficiaires ayant souscrit à l'assurance du FNFI. Quant aux autres victimes, elles seront indemnisées à hauteur de 50% de leurs pertes. Le dispositif de soutien comprend en outre l'ouverture d'un guichet de refinan-

cement pour tous les services financiers décentralisés (SFD) présents dans la zone sinistrée, et enfin la mise à disposition d'un numéro vert 80.00.00.12 pour toute information complémentaire sur l'accès au crédit. Pour rappel, l'incendie s'est déclaré dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 septembre et a détruit d'importantes quantités de marchandises. Aucune perte en vie humaine n'a été signalée.

(Togo Officiel)

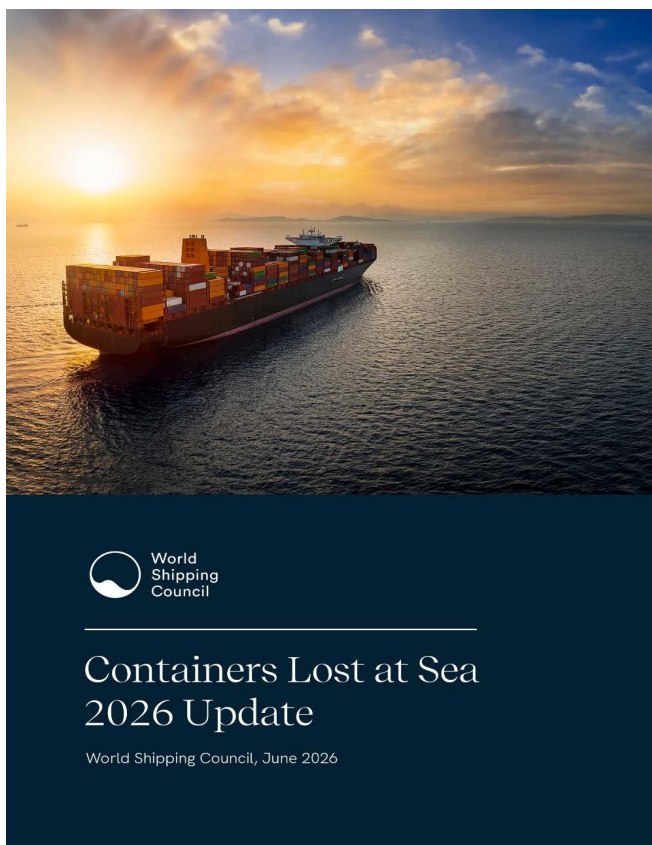
Transport maritime

1 478 conteneurs perdus en mer en 2025, selon le World Shipping Council

Le transport maritime mondial a enregistré 1 478 pertes de conteneurs en mer en 2025, contre 576 en 2024, selon le rapport 2026 du World Shipping Council. Malgré cette hausse, les pertes restent marginales au regard des volumes transportés. Les conditions météorologiques extrêmes et les incidents majeurs demeurent les principaux facteurs de risque.

● Junior Aredola

Une hausse des pertes, mais un taux toujours marginal. Le transport maritime mondial a connu une augmentation des pertes de conteneurs en 2025. Selon le World Shipping Council (WSC), environ 1 478 conteneurs sont tombés à la mer au cours de l'année, sur plus de 280 millions transportés à l'échelle mondiale. Ce chiffre, publié dans le rapport 2026 sur les conteneurs perdus en mer, marque une hausse significative par rapport aux 576 conteneurs perdus en 2024. Il dépasse également la moyenne des trois dernières années, tout en restant dans la fourchette des variations historiques observées dans le secteur. Rapportées au volume total de conteneurs transportés, les pertes représentent environ 0,0005 % du trafic mondial. Cette proportion confirme que les incidents restent rares



à l'échelle de l'activité maritime internationale, malgré leurs conséquences potentielles sur la sécurité des navires, l'environnement marin et les chaînes d'approvisionnement.

Un incident majeur à l'origine de près

de la moitié des pertes

L'un des principaux enseignements du rapport 2026 réside dans la concentration des pertes sur un nombre limité d'incidents. En 2025, un seul événement majeur a entraîné la perte de

640 conteneurs, soit environ 43 % du total annuel. Cette concentration illustre l'influence déterminante des accidents de grande ampleur sur les statistiques annuelles. Même lorsque les incidents restent peu nombreux, un seul événement peut faire fortement progresser le nombre de conteneurs perdus. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les incendies à bord des navires demeurent parmi les principales causes de ces pertes. Les conditions de navigation difficiles et les incidents affectant les navires continuent ainsi de représenter des défis importants pour les compagnies maritimes.

Un record de récupération de conteneurs

Malgré la hausse des pertes enregistrées en 2025, le rapport fait état d'une évolution encourageante : 128 conteneurs ont été déclarés récupérés, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré. Ce résultat témoigne

des progrès réalisés en matière de coordination et de collaboration après les incidents. La récupération des conteneurs constitue un enjeu important pour limiter les conséquences environnementales des accidents et réduire les risques liés à la présence de marchandises dans le milieu marin.

Une tendance de long terme globalement stable

Au-delà des variations annuelles, le World Shipping Council souligne que les pertes de conteneurs continuent de représenter une part infime du trafic mondial. Si les chiffres fluctuent d'une année à

l'autre, notamment sous l'effet des conditions météorologiques extrêmes et d'événements exceptionnels, la tendance de long terme demeure globalement stable et nettement inférieure aux pics observés au cours des années précédentes. Dans un contexte où le commerce international dépend fortement du transport par conteneurs, la réduction des pertes demeure une priorité opérationnelle et environnementale. Le bilan de 2025 rappelle ainsi que, malgré la faible proportion de conteneurs perdus au regard des volumes transportés, chaque incident peut entraîner des conséquences importantes.



CHEZ VOUS **TOGO**

VOTRE AGENCE DE COMMUNICATION

Editeur de **L'Economiste du Togo**

L'économiste^{du Togo}
Premier Quotidien Economique du Togo . REC N° 0650/07/09/22/HAAC

- NOS SERVICES -



IMPRESSION



CARTE DE VISITE



ETIQUETTES



BÂCHE, VYNIL



DECOUPE



PRINT CASQUETTE



BROCHURE



FACTURIER



CALENDRIER



FLYERS A4,A5....



CATALOGUE



PRINT T-SHIRT

CHEZ VOUS^{Togo}



AGOE ASSIYEEYE NON
LOIN DE LA POSTE



97190623 / 97787907
92109353 / 91198753

Site: www.leconomistedutogo.tg
Email: contact@leconomistedutogo.tg
Siège: Agoè Assiyéyé non loin de la poste

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Stimuler la productivité en Afrique

La BAD et le PNUD accélèrent l'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA »

L'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA » (« AI 10 Billion » en anglais) a reçu un nouvel élan lors de la visite d'une délégation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au siège du Groupe de la Banque africaine de développement, afin d'accélérer son passage du lancement à la mise en œuvre.

● Nicole Esso

L'initiative est un partenariat conçu conjointement par le Groupe de la Banque, le PNUD et des partenaires du secteur privé. En mobilisant un milliard de dollars par an au cours de la prochaine décennie, elle pourrait contribuer à la création de 25 millions d'emplois d'ici à 2035 en Afrique. La délégation du bureau régional du PNUD pour l'Afrique était conduite par la directrice de son Pôle IA pour le développement durable, Keyzom Ngodup Massally, en collaboration avec la Plateforme d'appui aux investissements et d'assistance technique (PISTA) du PNUD. Cette mission fait suite au lancement de l'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA » lors du Forum de Nairobi sur l'IA en février 2026 et à la mise en œuvre en cours de l'« Africa Accelerator for



Digital Public Infrastructure» (AA4DPI). Publié en juin 2025, le rapport de la Banque intitulé « Africa's AI Productivity Gain: Pathways to Labour Efficiency, Economic Growth and Inclusive Transformation », estime que l'intelligence artificielle pourrait ajouter jusqu'à 1 000 milliards de dollars au PIB de l'Afrique d'ici à 2035. Quelque 58 % de ce potentiel réside dans cinq secteurs qui façonnent le quotidien des jeunes Africains : l'agriculture, le commerce de gros et de détail, l'industrie manufacturière, la finance et la santé. Avec plus de 300

millions de jeunes Africains qui atteindront l'âge d'entrer sur le marché du travail dans la prochaine décennie, la productivité est un indicateur clé. « La productivité est l'un des principaux critères sur lesquels le Groupe de la Banque africaine de développement s'appuie pour évaluer le potentiel de l'intelligence artificielle, a déclaré Solomon Quaynor, vice-président du Groupe de la Banque chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation. Grâce à l'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA

», et en partenariat avec le PNUD, nous mobiliserons des capitaux publics et privés autour de cet objectif afin que les avantages de l'IA se traduisent en compétitivité, en emplois et en croissance inclusive sur le continent. » Les capitaux à investir dans l'énergie, les données et les compétences, dont dépend l'IA,

existent déjà au sein des gouvernements, des institutions de financement du développement (IFD) et chez les investisseurs privés. Ce qu'il faut maintenant, c'est une priorité partagée. Le Groupe de la Banque fournit sa base de données probantes, son financement et ses relations avec ses 54 pays membres régionaux. Le PNUD apporte sa présence sur le terrain et son expertise technique par l'intermédiaire de son Pôle IA pour le développement durable, dont la Banque est membre. Dans chaque pays, l'initiative « 10 milliards de dollars pour l'IA » interviendra en trois étapes : le diagnostic des opportunités de produc-

tivité grâce à une analyse spécifique à chaque pays ; l'identification et la préparation de projets publics et privés jusqu'à ce qu'ils soient prêts pour l'investissement ; et la mise en place d'une plateforme d'investissement partenariale réunissant les gouvernements, les investisseurs et les communautés économiques régionales. Le Groupe de la Banque africaine de développement et le PNUD commenceront par cinq pays, avant de passer à vingt d'ici à la fin de 2027. Les deux institutions invitent les gouvernements, les IFD, les investisseurs privés et les organismes philanthropiques à se joindre à l'initiative.

Angola

Construction d'une route de 255 km desservant sa région nord

Le développement des infrastructures de transport constitue l'un des principaux leviers utilisés par l'Angola pour réduire les déséquilibres territoriaux et soutenir la diversification de l'économie. Dans les régions septentrionales, où le potentiel agricole reste encore contraint par les difficultés d'accès, l'amélioration des connexions terrestres représente ainsi un enjeu à la fois économique et social.

Le ministère angolais des Travaux a lancé la construction d'une route de 255 km destinée à relier plusieurs municipalités, notamment dans le nord du pays. D'un coût estimé à plus de 211 milliards de kwanzas, soit environ 230 millions USD, le chantier doit s'étaler sur 24 mois. Présenté comme un levier de développement, il traverse des zones présentant un important potentiel agricole et touristique, se distinguant notamment par la production de cultures saisonnières comme le manioc, le riz, le coton, le maïs et l'arachide, ainsi que des activités d'élevage et d'exploitation forestière. La réalisation de cette infrastructure améliorera, selon les autorités, l'accessibilité de ces territoires et facilitera les échanges entre les différents pôles économiques locaux. Elle



vient compléter d'autres projets routiers en cours, avec l'objectif de constituer progressivement un réseau de transport plus intégré. Cette dynamique s'inscrit aussi dans la stratégie de l'Angola pour mieux relier ses principaux centres économiques aux corridors régionaux. En 2024, l'exécutif avait fixé un objectif d'extension de 2 142 km du réseau routier national. Cette politique s'appuie sur plusieurs projets structurants pour les différents modes de transport, notamment la mise en service du nouvel aéroport international Dr

António Agostinho Neto à Luanda, la modernisation des ports de Luanda et de Lobito, ainsi que le développement du corridor ferroviaire de Lobito. Ces investissements participent à la stratégie de diversification d'une économie encore fortement dépendante du pétrole, tout en renforçant les ambitions de l'Angola de devenir une plateforme de transit pour le commerce régional et l'exportation des ressources minières d'Afrique centrale et orientale.

Avec Agence Ecofin

Gabon

Le Fonds de garantie automobile veut couvrir les victimes laissées sans indemnisation

Avec 2228 accidents de la route recensés en 2025, contre 1928 en 2024, le Gabon cherche à améliorer la prise en charge des victimes privées de réparation. Le futur Fonds de Garantie Automobile s'inscrit dans cette démarche, alors que les conditions de financement et les modalités d'indemnisation restent à préciser.

Le Gabon prévoit de créer un Fonds de garantie automobile (FGA) pour indemniser les victimes d'accidents de la circulation lorsque le responsable est inconnu, non assuré ou insolvable. Le projet de loi portant création, attributions et organisation de cet organisme a été examiné lors du Conseil des ministres du jeudi 8 octobre. Il s'appuie sur l'article 94 de la Constitution gabonaise et sur l'article 621 du Code des assurances des États membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA). Le FGA interviendra lorsque les mécanismes habituels d'indemnisation ne permettront pas aux victimes d'obtenir réparation. Il prendra notamment en charge les frais médicaux et les dommages corporels, dans les limites fixées par la réglementation, et assurera une protection aux ayants droit des

victimes. Le Fonds complètera ainsi le système d'assurance automobile obligatoire, sans s'y substituer. Les modalités précises d'accès au dispositif et les plafonds d'indemnisation devront toutefois être définis par les textes applicables. Pour assurer ses missions, le FGA sera constitué en établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Sa gouvernance reposera sur un conseil d'administration, une direction générale et une agence comptable. Le projet de loi ne précise pas encore les ressources qui financeront ses activités ni la contribution éventuelle de l'État et des compagnies d'assurances. Ces éléments seront déterminants pour évaluer la capacité du Fonds à répondre aux demandes d'indemnisation. Son efficacité dépendra également des procédures de déclaration des accidents, de traitement des dossiers et de

versement des sommes dues aux victimes. À ce stade, le texte demeure un projet de loi examiné en Conseil des ministres, et les modalités de fonctionnement du Fonds restent à préciser. La création du FGA intervient dans un marché de l'assurance automobile en croissance. Selon des données sectorielles publiées par Atlas Magazine en mars 2026, le chiffre d'affaires de cette branche a atteint 25,67 milliards FCFA (43,6 millions \$) en 2024, en hausse de 19,4 % sur un an. Selon un bilan provisoire de la Direction générale de la sécurité routière (DGSR) du Gabon, publié en juin 2026, le pays a enregistré 2228 accidents de la route en 2025, contre 1928 en 2024. Ce bilan fait également état de 640 blessés et de 68 décès. Ces données illustrent l'ampleur des accidents de la route, sans permettre à elles seules d'évaluer les besoins d'indemnisation relevant du futur Fonds.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 15 octobre 2026

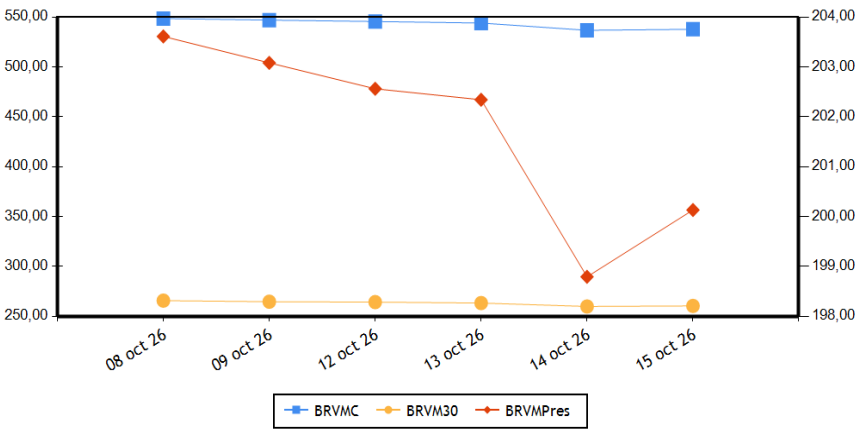
N° 196

BRVM COMPOSITE	537,67
Variation Jour	0,19 %
Variation annuelle	55,51 %

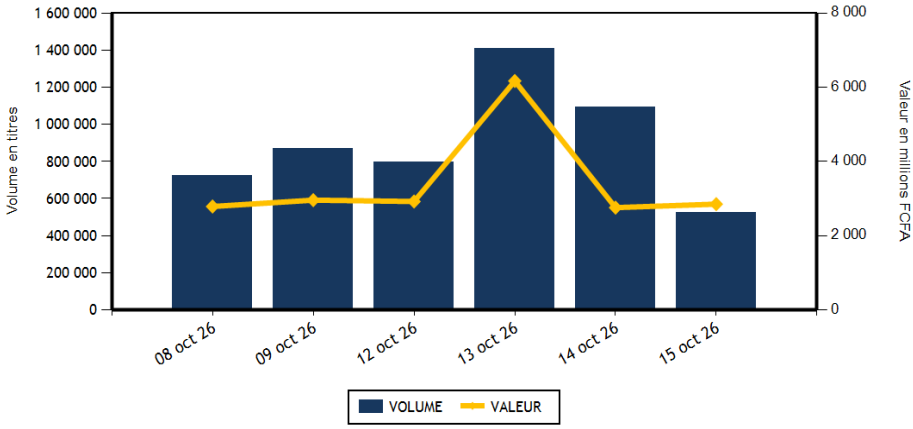
BRVM 30	260,32
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	56,59 %

BRVM PRESTIGE	200,13
Variation Jour	0,67 %
Variation annuelle	38,74 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	21 084 742 131 710	0,19 %
Volume échangé (Actions & Droits)	522 727	-50,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 841 841 509	16,54 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	7,69 %
Nombre de titres en baisse	28	-3,45 %
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	21 500	4,85 %	50,88 %
SODE CI (SDCC)	12 985	3,88 %	123,88 %
SAPH CI (SPHC)	7 800	3,24 %	-1,27 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	31 000	1,64 %	187,57 %
UNIWAX CI (UNXC)	2 180	1,40 %	55,71 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 516 157 273 335	-0,03 %
Volume échangé	614	-98,02 %
Valeur transigée (FCFA)	6 077 001	-98,07 %
Nombre de titres transigés	10	-9,09 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 350	-4,93 %	-5,59 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	5 700	-4,92 %	42,50 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 900	-4,76 %	16,70 %
SETAO CI (STAC)	1 905	-4,75 %	43,77 %
SAFCA CI (SAFC)	3 900	-4,18 %	18,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	200,13	0,67 %	38,74 %	87 019	2 180 556 245	14,32
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	373,12	-0,41 %	71,43 %	435 708	661 285 264	21,76

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	216,60	0,19 %	62,69 %	522 727	2 841 841 509	17,37

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	150,72	0,77 %	58,82 %	48 388	1 772 012 055	14,29
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	179,57	-2,75 %	3,79 %	15 388	33 921 740	37,90
BRVM - SERVICES FINANCIERS	17	243,49	-0,09 %	66,93 %	398 784	748 445 979	15,69
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	261,41	0,53 %	20,98 %	22 528	151 966 195	12,93
BRVM - INDUSTRIELS	6	216,22	-1,52 %	63,39 %	18 325	44 324 570	151,14
BRVM - ENERGIE	4	160,13	-1,29 %	44,38 %	11 395	42 049 705	18,20
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	258,53	0,35 %	144,13 %	7 919	49 121 265	23,96

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	17,37
Taux de rendement moyen du marché	6,52
Taux de rentabilité moyen du marché	5,82
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	212
Volume moyen annuel par séance	1 915 171,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 955 111 583,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,08
Ratio moyen de satisfaction	30,96
Ratio moyen de tendance	307,21
Ratio moyen de couverture	32,55
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	0,01
Nombre de SGI participantes	37

Hydrogène bas carbone

EDF cède sa filiale Hynamics au fonds français HY24

Créé en 2019 par EDF, Hynamics produit et commercialise de l'hydrogène bas carbone pour le monde de l'industrie et des secteurs du transport lourd.

EDF a signé un accord avec le fonds d'investissement français HY24 en vue de la cession au premier semestre 2027 de sa filiale Hynamics, qui produit et commercialise de l'hydrogène bas carbone à destination des "secteurs du transport lourd et de l'industrie", selon un communiqué mercredi. "Hy24, gestionnaire français d'actifs et le plus grand au monde spécialisé dans l'hydrogène bas carbone ainsi que ses dérivés" a "signé avec EDF Pulse Ventures, la structure de capital risque d'EDF", un "accord en vue de l'acquisition d'Hynamics", indique l'énergéticien public sans préciser le montant envisagé de la transaction.

Vers un "champion français et britannique de l'hydrogène bas carbone" ?

Hynamics avait été créé en 2019 par EDF, qui expliquait alors qu'elle était destinée à installer, exploiter et assurer la main-



tenance de centrales de production d'hydrogène, en investissant dans les infrastructures nécessaires. L'hydrogène dit bas carbone est produit à partir de l'électrolyse de l'eau, une technologie qui n'émet pas de CO2 lorsque l'électricité nécessaire au processus est elle-même issue de moyens de production décarbonés, précise EDF. Hynamics anime "plusieurs projets clés en France et au Royaume-Uni", dit EDF mercredi, et sa cession à HY24 doit ouvrir "une nouvelle étape dans (son) développement, avec l'ambition de favoriser la création d'un champion français et britannique de l'hydrogène bas carbone". "Pour réussir le passage à l'échelle

en Europe, la filière doit pouvoir s'appuyer sur des acteurs industriels solides et des partenaires financiers à même de structurer les financements nécessaires à son déploiement", a estimé le co-fondateur et directeur général de HY24, Pierre-Étienne Franc, cité dans le communiqué d'EDF. Il estime que "cet accord illustre cette dynamique de consolidation autour des projets les plus prometteurs, au service de la sécurité énergétique européenne". HY24 a notamment pris en septembre une participation dans Onuba, le plus grand projet de production d'hydrogène renouvelable en Europe du Sud, situé en Andalousie.

©2026 BFM TV

Aviation

Lufthansa va prendre les commandes de TAP Air Portugal

Lufthansa, déjà propriétaire de Swiss, a remporté la course à la privatisation partielle de TAP Air Portugal au détriment d'Air France-KLM.

Le groupe allemand Lufthansa a remporté la course à la privatisation partielle de TAP Air Portugal au détriment des franco-néerlandais d'Air France-KLM, a annoncé mercredi le Premier ministre portugais Luis Montenegro. Afin d'acquérir 44,9% du capital de la compagnie nationale portugaise, Lufthansa, qui est déjà le premier groupe de transport aérien européen, a fait une offre chiffrée à 1,2 milliard d'euros, a-t-il précisé. «Après l'examen des propositions, la décision du gouvernement se porte sur le groupe Lufthansa, dont l'offre financière est supérieure de 16% à l'offre concurrente», a déclaré le chef du gouvernement de centre droit, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un conseil des ministres. Alors qu'une participation de 5% reste



• La compagnie TAP Air Portugal est désormais détenue à 44,9% par le groupe Lufthansa. AFP

pour l'instant réservée aux salariés, l'État portugais entend conserver au moins 50,1 % du capital de TAP afin de préserver l'identité nationale de la compagnie, son siège au Portugal et le rôle stratégique de Lisbonne comme plateforme de correspondances vers le Brésil et l'Afrique. La privatisation partielle de la compagnie portugaise, qui compte quelque 7700 salariés et une centaine d'avions Airbus, intervient à la suite de sa nationalisation en urgence, en 2020,

pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19. En contrepartie d'une aide publique de 3,2 milliards d'euros, le transporteur portugais avait dû mettre en œuvre un plan de restructuration lancé en 2021 sous l'égide de la Commission européenne. Sa privatisation était à l'étude depuis 2023, mais le processus avait été suspendu par la chute du gouvernement portugais de l'époque. Après avoir manifesté son intérêt potentiel, le groupe IAG, maison mère de British Airways et de l'espagnol Iberia, s'est finalement retiré de la course. Air France-KLM et Lufthansa ont commencé par déposer des offres contraignantes jugées très proches par les autorités portugaises, qui les ont invités à améliorer leurs propositions.

Avec lematin.ch

Carburant

L'AIE prévient que la pénurie de diesel pourrait se prolonger jusqu'en 2027

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe une amélioration de la production mondiale de diesel début 2027, mais cela sera insuffisant pour compenser le déficit accumulé en 2026 et "le marché va rester tendu en 2027", a-t-elle averti mercredi.

Les tensions sur l'approvisionnement en diesel pourraient persister jusqu'en 2027 en raison d'importantes réductions de stocks, contraires à la tendance saisonnière, qui se sont combinées à une production restreinte à l'approche du pic de demande hivernal, déclare l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel sur le marché pétrolier. Les marges de raffinage du diesel, ou la prime de ce carburant par rapport au pétrole brut sous-jacent <LGOc1-LCOc1>, ont atteint des niveaux records de près de 95 dollars (84,81 euros) le baril en septembre. "Les marchés du diesel sont restés soumis à une forte pression, les perturbations prolongées de l'approvisionnement ayant entraîné des prélèvements de stocks contre-saisonniers avant la période de maintenance automnale des raffineries et le pic de demande hivernal", relève l'AIE dans son rapport rendu public mercredi. L'agence prévoit une reprise des activités de raffinage à l'échelle mondiale vers la fin l'année, mais cela ne suffira pas à compenser le déficit accu-



mulé en 2026, précise-t-elle.

Un retour du marché mondial du pétrole à l'excédent en 2027

Les membres de l'AIE coordonnent la mise sur le marché de 100 millions de barils de pétrole et de diesel provenant des réserves stratégiques afin de modérer les prix, dans un contexte de pressions politiques et économiques croissantes. Ce carburant essentiel est largement utilisé dans l'industrie et l'agriculture, ainsi que dans le secteur automobile. Les pertes liées aux exportations de gazole en provenance du Moyen-Orient et de la Russie se sont élevées à 1,3 million de barils par jour au total en septembre, indique l'agence. La demande mondiale totale de pétrole devrait reculer de 2,6 millions de barils par jour en

2026, dont 25% concerneront le gazole. "Les prix record du diesel ont déjà des répercussions économiques généralisées, car ils font grimper le coût des biens et affectent les revenus réels, l'activité économique et l'inflation", explique l'agence. Le 9 octobre, les États-Unis et la Russie ont annoncé un accord pour lever les sanctions sur les exportations de diesel russe, autoriser la livraison de 3 millions de tonnes de ce carburant dans un court laps de temps, selon Donald Trump, et permettre une baisse des prix. Par ailleurs, l'AIE prévoit que l'offre mondiale de pétrole baissera de 5,8 millions de barils par jour cette année, avant de s'inverser pour augmenter de 7,7 millions de barils par jour en 2027, ce qui ramènera le marché mondial du pétrole à un excédent.

©2026 BFM TV

États-Unis

Grâce à l'IA, le boss d'Amazon imagine une semaine de trois jours

Plutôt que de craindre des suppressions massives d'emplois, Jeff Bezos estime que les gains de productivité permettront aux salariés de travailler moins.

Et si l'intelligence artificielle nous permettait de travailler seulement trois jours par semaine? C'est l'avenir qu'imagine Jeff Bezos, fondateur d'Amazon et l'un des hommes les plus riches de la planète. Dans un entretien accordé à la chaîne américaine Fox News, le milliardaire prend le contre-pied des discours alarmistes sur les conséquences de l'IA pour l'emploi. Alors que près d'une personne sur deux en Suisse redouterait de perdre son travail à cause de cette technologie, Jeff Bezos estime au contraire que les salariés pourraient



• Optimisme affiché par Jeff Bezos sur l'avenir de l'IA et ses bénéfices pour le monde du travail. Screenshot foxnews.com

être les grands bénéficiaires de cette révolution. Selon lui, l'intelligence artificielle pourrait entraîner des gains de productivité à deux chiffres dans l'ensemble de l'économie. Les entreprises seraient ainsi capables de produire

davantage avec moins d'heures de travail. Conséquence possible: certaines familles pourraient choisir de réduire leur activité professionnelle sans sacrifier leur niveau de vie.

Avec lematin.ch

Alcool

L'OMS mise sur l'IA pour briser les tabous dans les cabinets médicaux

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé mercredi une nouvelle plateforme dotée d'un assistant d'intelligence artificielle (IA) pour aider les professionnels de santé à repérer les risques liés à la consommation d'alcool et à en parler plus facilement avec leurs patients, notamment en ce qui concerne le lien entre alcool et cancer.

Cette initiative de l'OMS pour l'Europe entend combler un manque de sensibilisation aux conséquences sanitaires de l'alcool, alors que ses risques restent largement méconnus et que le sujet demeure difficile à aborder lors des consultations médicales. « Les méfaits de l'alcool ne sont pas abstraits. Il peut s'agir de maladies cardiaques ou hépatiques. Il peut s'agir d'un bébé exposé à l'alcool avant sa naissance. Il peut s'agir d'anxiété et de dépression. Il peut s'agir d'une femme qui développe un cancer du sein sans qu'on ne lui ait jamais dit que l'alcool constituait un risque », a déclaré le Dr Carina Ferreira-Borges, conseillère régionale de l'OMS pour l'Europe en matière d'alcool.

Briser le silence



● © Adobe Stock/Fizkes Une femme boit de l'alcool au comptoir d'un bar.

autour de l'alcool

Selon l'OMS, seuls 15 % des personnes interrogées dans 14 pays de l'Union européenne savent que l'alcool peut provoquer un cancer du sein. Pourtant, sa consommation est associée à au moins sept types de cancer, ainsi qu'à des maladies cardiovasculaires et hépatiques. Malgré ces risques, l'alcool reste l'un des facteurs de risque comportementaux les moins

fréquemment abordés dans les consultations, derrière des sujets comme le tabagisme, l'activité physique ou l'alimentation. « L'alcool est tellement ancré dans nos cultures et nos vies sociales que même les médecins et les infirmiers peuvent se sentir mal à l'aise à l'idée d'aborder le sujet avec leurs patients, en particulier lorsque ceux-ci consultent pour un problème apparemment sans rapport », souligne l'OMS. Le manque de temps,

une formation limitée et la crainte de paraître moralisateur constituent autant d'obstacles à ces échanges. Résultat : des occasions de prévention passent à côté, alors même que la consommation d'alcool peut contribuer à des problèmes de santé qui ne semblent pas directement liés à celle-ci. « Nous savons que le dépistage et les interventions brèves sont efficaces, mais seulement si les professionnels de santé se sentent capables de les mettre en œuvre », a insisté le Dr Ferreira-Borges. Grâce à l'assistant d'IA, un médecin ou un infirmier pourra obtenir rapidement des conseils fondés sur les données scientifiques de l'OMS pour aborder la consommation d'alcool avec un patient, même lorsque le temps de consultation est limité. L'objectif est de faire de ces échanges une composante habituelle des soins, plutôt qu'un sujet

délicat que les professionnels hésitent à soulever.

Des outils pratiques pour mieux prévenir

La nouvelle plateforme rassemble des données scientifiques, des recommandations et des outils pratiques destinés à accompagner les professionnels de santé dans le dépistage et les interventions brèves liés à l'alcool. Ils peuvent notamment commencer par un questionnaire de dix questions pour évaluer le niveau de risque d'un patient. L'assistant d'IA permet ensuite de préparer un entretien ou de trouver des conseils adaptés à la situation. L'OMS souligne que les connaissances sur les effets de l'alcool évoluent et qu'il peut être difficile pour les professionnels de rester informés de ses liens avec plus de 200 maladies et problèmes de santé. De nombreux soi-

gnants sont formés à reconnaître les symptômes associés à une consommation excessive, mais ne disposent pas toujours des outils nécessaires pour expliquer les risques liés à des niveaux de consommation plus courants. « Prenons l'exemple d'un patient souffrant d'hypertension artérielle ou de troubles mentaux : la question de l'alcool est rarement abordée, alors qu'elle peut jouer un rôle important », relève l'organisation. Avec cette plateforme, l'OMS entend donc aider les professionnels à mieux intégrer la prévention des risques liés à l'alcool dans leur pratique quotidienne, en facilitant des conversations qui peuvent contribuer à détecter plus tôt les risques et à orienter les patients vers une prise en charge adaptée.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque !

Taureau Ça vous démangera de satisfaire à un de vos lancinants caprices. Et la Lune, en aspects tortueux, risque de vous entraîner dans des dépenses impulsives, dépenses que vous seriez amené à regretter amèrement par la suite. Pour résister à votre ruineuse envie, pensez aux fins de mois difficiles et démoralisantes que vous avez connues. Sachez aussi que "le désir fleurit, la possession flétrit toutes choses" (Marcel Proust).

Gémeaux Un héritage surprise pourrait bien vous tomber du ciel à la faveur du bel aspect de Jupiter. Si vous possédez une affaire en participation, vous réaliserez d'excellents bénéfices. Félicitations !

Cancer Ne faites pas trop confiance à votre mémoire en ce qui concerne les questions matérielles. Notez tout, en particulier les factures que vous devez régler à date fixe. Cela vous évitera de gros ennuis.

Lion Vous aurez tendance à manquer de rigueur dans la gestion de vos finances. Faites un petit effort de discernement et d'économie, et vous arriverez à préserver l'équilibre de votre budget.

Vierge Jupiter et Pluton seront tous les deux en bel aspect. Cela vous vaudra un bon potentiel de chance, qui vous permettra d'améliorer vos revenus et de faire de bons choix en matière d'achats ou de placements. Mais il faudra éviter de prendre des risques inconsidérés.

Balance Avec Neptune en cet aspect, vous n'aurez aucun problème important à craindre sur le plan financier, mais vous ne pourrez pas non plus compter sur un coup de chance pure pour faire de vous un milliardaire. Ce sera à vous de gérer au mieux votre budget, ce que vous ferez d'autant plus facilement que Saturne ne vous inclinera pas à la dépense.

Scorpion Cette fois vous pourrez effectuer d'excellentes transactions financières et réaliser de fructueux placements. Une affaire litigieuse concernant des biens familiaux trouvera un heureux dénouement.

Sagittaire Cet environnement planétaire pourrait être à l'origine d'une occasion exceptionnelle de gagner de l'argent. Saisissez la chance quand elle se présentera. D'une manière ou d'une autre, cela devrait changer peu ou prou votre vie matérielle.

Capricorne Vous devrez être particulièrement prudent dans tous vos placements financiers ou transactions immobilières, car Uranus en cet aspect pourrait vous jouer des tours. Faites des économies. Vos dépenses risquent d'augmenter, et les prêts ne vous seront pas accordés facilement.

Verseau Cette position de Neptune pourra vous faire vivre dans un climat financier extrêmement confus. Soit vous aurez affaire à des personnes peu claires, soit vous verrez resurgir d'anciennes dettes ou litiges que vous pensiez réglés, soit encore c'est vous qui sèmerez la pagaille dans vos comptes en oubliant toute prudence !

Poisson A moins d'être champion au poker ou autres jeux d'arnaque, vous devrez vous montrer très vigilant aujourd'hui ; sinon, adieu veaux, vaches ! Ne prêtez ni empruntez, car vous reverriez difficilement la couleur de votre argent ou auriez du mal à rembourser dans les délais prévus. Ne misez pas sur des valeurs étrangères, qui vous réservent de pénibles surprises.

L'économiste
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/AAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AQUAMAZONE

Adventure

**Samedi &
Dimanche
Jours fériés**

 **11h - 18h**



ACTIVITÉS

- PEDALO
- CANOË KAYAK
- PADDLE
- BATEAU À PEDALES
- PIROGUE
- JET SKI



+229 01 54 28 44 44
+229 01 60 15 04 04



aquamazone229@gmail.com



www.aquamazone.com

Suivez-nous sur



Aquamazone



Adouanko village, Route des Pêches,
Aquamazone Embarcadère

Savanes

Bientôt la 1ère Foire agro-pastorale, artisanale et commerciale

Le Conseil régional des Savanes a lancé, le mercredi 14 octobre à Dapaong, la première édition de la Foire agro-pastorale, artisanale et commerciale de la région, prévue du 21 au 27 décembre prochain.

Placée sous le thème : « Agriculture, élevage et artisanat, leviers du développement économique durable », cette manifestation a été dévoilée aux professionnels des médias et aux acteurs locaux au cours d'une conférence de presse présidée par le président du Conseil régional des Savanes, Banlepo Nabaguedjoa. Il était entouré de ses deux vice-présidents, Nabiema Daoudou Wattara et Bissoune Nabagou, ce dernier assurant également la présidence du comité d'organisation. Présentant le projet, M. Nabagou a indiqué que cette initiative vise à promouvoir le développement économique local, renforcer l'attractivité de la région et valoriser les productions locales à travers la transformation, la commercialisation et la création de chaînes de valeur génératrices d'emplois. La foire se tiendra sur l'esplanade du gouvernement des Savanes, en période post-récolte. Elle ambitionne de mobiliser jusqu'à 250 exposants et au moins 10 000 visiteurs, venus du Togo et de l'étranger. Les secteurs concernés sont notamment l'agriculture,



l'élevage, la transformation agroalimentaire, l'artisanat, le commerce et les services connexes. Au-delà des expositions-ventes, l'événement sera meublé par des conférences thématiques axées sur la modernisation de l'agriculture face aux défis climatiques, le développement des filières agro-pastorales, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes ainsi que le numérique appliqué à l'agriculture. Des rencontres d'affaires, des concours de dessin, d'art oratoire, de cuisine et du meilleur jeune artisan, ainsi que des animations culturelles sont également annoncés. Les stands seront ouverts tous les jours de 9 h à 22 h. À travers cette initiative, le Conseil régional entend offrir un cadre de promotion aux producteurs, artisans, transformateurs et commerçants, tout en stimulant les échanges économiques et les opportunités

d'affaires dans la région des Savanes. Le président du Conseil régional des Savanes, Banlepo Nabaguedjoa a souligné le rôle déterminant des médias dans la réussite de cette première édition. Pour lui, les professionnels des médias sont des acteurs essentiels de la communication et de la mobilisation autour de cet événement. Il les a invités à s'impliquer pleinement dans la promotion de cette initiative régionale, exprimant sa confiance en leur capacité à assurer une large visibilité à la foire. « La réussite de cette première édition constitue un pari collectif que les organisateurs et les médias doivent relever ensemble », a-t-il relevé. La rencontre s'est achevée par le dévoilement officiel du logo de cette première édition de la Foire agro-pastorale, artisanale et commerciale des Savanes.

Avec ATOP/TKA/JK/SED

Gestion des déchets solides

La commune Lacs 1 dotée de matériel et équipement

La commune Lacs 1 a réceptionné, le vendredi 9 octobre à Aného, un important lot de matériels et équipements destinés au renforcement de son système de gestion des déchets solides.

Le matériel offert est composé de 2 camions de types benne tasseuse, 5 tricycles modernes, 1 camion ampliroll et 05 bacs de 22,5 m3 chacun, une cibleuse à compost, 20 brouettes, 20 pelles, 20 fourches à compost, 10.000 sacs vides de 50 et 25 Kg, une machine à coudre les sacs à compost et une balance. Quant aux équipements destinés au personnel chargé de la collecte des déchets, ils sont constitués, entre autres, de combinaisons de sécurité, de casquettes, de paires de gants de protection, de bottes, de chaussures et de lunettes à raison de 200 par outil. D'un coût total de 393.574.200F CFA, cette acquisition a été subventionnée à hauteur de 95,08% par le Ministère fédéral Allemand de la coopération économique et du développement par le biais de l'Engagement global et son service pour les communes du monde. Elle s'inscrit dans le cadre du projet de partenariat entre la ville de Nuremberg en Allemagne et Aného au Togo. L'objectif est de renforcer les capacités opérationnelles la commune Lacs 1 en termes de collecte, de traitement et de valorisa-



tion des déchets solides, tout en améliorant le cadre de vie des populations et les conditions de travail et de sécurité du personnel affecté à cette activité. Grace à cette acquisition, la mairie prévoit collecter mensuellement 940 tonnes de déchets solides contre 512 tonnes précédemment. L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, Stefan Anton Messerer a salué la relation de partenariat entre les deux villes. Il a relevé l'importance du projet de gestion des déchets solides dans le développement du secteur touristique et du bien-être de population. Le diplomate a exhorté les parties prenantes à continuer à entretenir et développer ce partenariat et émis le souhait que le lien entre Aného et Nuremberg continue de servir de modèle pour une collaboration qui bâtit un avenir solide local et partenarial. La représentante du maire

de la ville de Nuremberg, Mme Stéphanie a souligné que le partenariat entre les deux villes constitue un moyen de rapprocher les citoyens en faisant mieux connaître le Togo à Nuremberg et vice versa. Elle a souligné que ce projet constitue un investissement concret pour l'avenir de la des Lacs1 en termes de gestion durable des déchets, de la protection de l'environnement et de l'amélioration des conditions de vie dans la commune. L'adjoint au maire des Lacs 1, Agossou Kangni Kouévi a indiqué que cette acquisition vient renforcer les efforts déjà engagés par la commune pour faire d'Aného une ville propre, saine, attractive et durable. « Notre ambition est de faire de cet investissement, un véritable outil de coopération intercommunale au service de la population », a-t-il déclaré.

Avec ATOP/DK/BA

Ogou/ENS d'Atakpamé

570 élèves-professeurs de la promotion 2023-2026, diplômés

Cinq cent soixante-dix (570) élèves-professeurs de la promotion 2023-2026 de l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé ont reçu leurs diplômes de fin de formation, le samedi 10 octobre.

Après trois années de formation dans les filières Français, Anglais, Sciences de la Vie et de la Terre (SVT), Mathématiques, Physique-Chimie et Technologie, Histoire-géographie, ces lauréats sont désormais prêts à intégrer le système éducatif en qualité d'enseignants professionnels. La formation de ces agents contribue à répondre aux besoins croissants des collèges et lycées en termes d'enseignants qualifiés. Elle s'inscrit dans la politique du gouvernement visant le renforcement du capi-



tal humain et la modernisation de l'école républicaine. La cérémonie a été marquée par la présentation des innovations pédagogiques apportées à l'ENS sur initiative du gouvernement. Il s'agit de l'ouverture de formations spécifiques ciblées en ma-

thématiques, physiques et SVT, sur une année ainsi que des Masters professionnels d'enseignement. Ces offres visent à pallier le déficit d'enseignants dans les disciplines scientifiques et littéraires au sein des collèges et lycées scientifiques à travers le

pays. Le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur, Prof. Gado Tchangbedji a exhorté les nouveaux professeurs à faire preuve d'assiduité, de compétence et d'adaptabilité face aux mutations technologiques et sociétales actuelles pour accompagner efficacement les futures générations pour le développement du Togo. Le directeur gé-

ral de l'ENS, Prof. Donyo Agbenoko a rappelé la responsabilité éthique et pédagogique qui incombe désormais à ces nouveaux diplômés. Il les a invités à être des modèles d'excellence, de rigueur et de dévouement au service de la nation. Prof. Donyo a témoigné sa gratitude au gouvernement, en l'occurrence au Président du Conseil, pour sa politique

de la promotion de l'éducation à travers la formation des formateurs. La cérémonie s'est déroulée en présence du gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadja Maganawé, des autorités politiques, administratives, militaires, traditionnelles et religieuses, ainsi que des parents et amis des récipiendaires.

Avec ATOP/KKT/BA

Le Togo en chiffres			
DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		INFRASTRUCTURES	
PIB/habitant (PPA, 2022)	1 001 USD	Taux d'accès à l'électricité (2022)	92,2%
Classement PIB (PPA, 2022)	169/193	Taux d'accès à l'eau potable (2022)	71%
Classement PIB (PPA, 2022)	169/193	Taux d'accès aux services d'assainissement de base (2022)	38%
Part de la population vivant avec moins de 2,15 USD/jour (2022)	28,4%	Classement Afrique infrastructure développement index (2022)	43/54
Taux d'alphabétisation des adultes (2022)	67%	Taux d'abandonnement à la scolarité (2022)	24%
Indicateur composite d'infrastructures (2022)	16,5/100	Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (2022)	38%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (2022)	38%	Indice de performance logistique (2022)	2,5
PIB/capita par habitant (2022)	484 USD		
Taux d'investissement (2022)	48,5%		
SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE		Classements d'indicateurs de gouvernance	
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (2022)	0,06	Transparence internationale 2023	126/180
Critères de gouvernance pour 1 000 habitants à l'échelle (2022)	231	Plus libéraux 2023	22/54
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (2022)	12,8%	Reporters sans frontières 2024	113/180



GUINNESS

TA GUINNESS 65 CL, PASSE À

1000 FCFA ROND !

*Prix de vente détail conseillé • *Avec drapeaux pour le samedi. A boire avec modération. 15-20-21

**Nouveau prix,
même goût**

**BB LOMÉ S.A**

**BLACK
BRILLE
DANS TOUT**

